الشركة التونسية للبنك

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

RAPPORT ANNUEL

EXERCICE 2005

الشركة التونسية للبنك

SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

SOCIETE ANONYME
au capital de 124.300.000 Dinars
Siège Social : Rue Hédi Nouira - 1001 TUNIS
RC B 182331996
Tél : 71.340.477 (100 lignes groupées)
Adresse télégraphique : SOTUBANK
Code : Peterson 4th Edition Acmé
Télex : N° 14135 - 14815 - 15376 - 15377
Adresse S.W.I.F.T. : STBK TN TT
FAX : 71.348.400 - 71.340.009
Sites Web :
- Commercial : w.w. w. Stb. Com. tn
- Commerce électronique : ecom. Stb. Com. tn
- Banque en ligne : Stbnet. Stb.Com. tn

EXERCICE 2005

LES CHIFFRES CLES DE LA STB

En millions de dinars	2001	2002	2003	2004	2005
BILAN					
Total bilan	3 917 981	4 228 823	4 005 271	4 287 610	4 399 155
Dépôts & avoirs de la clientèle	2 088 953	2 193 429	2 276 988	2 629 953	2 775 283
Créances sur la clientèle	2 649 527	2 944 103	2 998 574	3 203 612	3 326 915
Capitaux propres	423 485	424 870	428 178	422 902	427 807
RESULTATS					
Marge d'intermédiation	84 800	64 484	61 037	63 788	82 410
Volume des commissions	23 085	32 232	32 073	34 103	36 112
Produit net bancaire	135 686	124 236	116 916	124 236	143 637
Charges de gestion	-78 717	-81 838	-82 901	-88 842	-88 497
Résultat brut d'exploitation (avant provisions)	52 300	37 233	29 468	31 567	54 075
Charges de provisions	-6 664	-22 234	-10 763	-29 743	-46 801
Résultat net d'exploitation	45 636	14 999	18 705	3 254	34 189
Résultat net de l'exercice	41 345	19 517	18 514	5 294	36 286
RATIOS FINANCIERS ET PRUDENTIELS					
Rentabilité des fonds propres (ROE)	11,25%	4,96%	4,54%	1,28%	8,97%
Rentabilité des actifs (ROA)	1,07%	0,48%	0,45%	0,13%	0,83%
Coefficient d'exploitation	63,0%	71,5%	76,5%	76,0%	85,1%
Commissions nettes /P.N.B.	17,0%	25,9%	27,4%	27,4%	25,1%
Commissions nettes /masse salariale	38,0%	51,5%	48,8%	46,8%	50,3%
masse salariale/P.N.B.	44,7%	50,3%	56,2%	58,6%	49,95%
Productivité par agents (mD)	45,8	42,1	40,1	46,0	54,8
Ratio de solvabilité	11,9%	11,2%	11,8%	11,2%	10,6%
Ratio de liquidité	110,0%	97,5%	100,8%	112,9%	111,4%
VALEUR EN BOURSE					
Cours de l'action (au 31 décembre)		2,890 D	6,880 D	6,460 D	5,000 D
Capitalisation boursière	198 MD	221 MD	171 MD	160,6 MD	124,3MD
Effectifs	2 963	2 949	2 914	2 700	2 619
Nombre d'agence	115	116	117	117	117

CONDITIONS D'ACCES AUX ASSEMBLEES

Conformément aux dispositions de l'article 40 des statuts, seuls les titulaires de 10 actions au moins libérées des versements exigibles, peuvent assister à cette assemblée ou se faire représenter par un autre actionnaire au moyen du pouvoir qu'ils auront l'obligeance de remettre à leur mandataire ou le retourner dûment signé, trois jours au moins avant la réunion, à la Direction de l'Ingénierie Financière, Titres et Bourse de la Banque sise au :

34, Rue Hédi Karray – Cité des Sciences – EL Menzah.

Les propriétaires de moins de 10 actions peuvent se réunir pour former ce nombre et se faire représenter par l'un d'eux ou par un membre de l'assemblée.

STRUCTURE DU CAPITAL STB AU 31/12/2005

Actionnaires	Nbre d'Actions	%
Personnes Morales	**18 751 059**	**75,43**
Personnes Morales Publiques	13 045 141	52,48
Personnes Morales Privées	5 705 918	22,95
Personnes Physiques	**6 108 941**	**24,57**
Total	**24 860 000**	**100,0**

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT DU CONSEIL & PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

M.	Laroussi BAYOUDH	Représentant l'Etat

ADMINISTRATEURS

MM.	Hédi BEN CHEIKH	Représentant l'Etat
	Mohamed Moncef SAID	Représentant l'Etat
	Abdelhamid TRIKI	Représentant l'Etat
	Mohamed JEBALI	Représentant l'Etat
	Seïfeddine NAGHMOUCHI	Représentant l'Etat

C.N.S.S.	représenté par son P.D.G	M. Khélil BELHOUANE
E.T.A.P.	représenté par son P.D.G	M. Taïeb KAMEL
STAR	représenté par son P.D.G	M. Abdelkarim MERDASSI

MM.	Noureddine BOUAOUAJA
	Abdelkader HAMROUNI
	Mohamed Salah KHALFALLAH

COMMISSAIRES AUX COMPTES

ORGA-AUDIT	M. Mohamed Salah BEN AFIA
CMC	M. Chérif BEN ZINA

CONTROLEUR D'ETAT

M. Mahmoud Montacer MANSOUR

Les autres pays de l'Union européenne des quinze (Royaume-Uni, Danemark et Suède) ont réalisé une croissance de 1,9 % contre 3,1 % en 2004. Le Royaume-Uni, contrairement aux années précédentes, a enregistré un ralentissement du rythme d'évolution de son PIB, passant de 3,2 % en 2004 à 1,6 % en 2005 sous l'effet conjugué de la baisse de la consommation privée et de l'absence de reprise des investissements des entreprises, trop endettées. Toutefois, le taux de chômage, estimé à 4,7 %, est resté le plus faible de l'Union européenne, exceptée l'Irlande.

Quant aux dix nouveaux pays de l'Union européenne, leur croissance a été chiffrée à 4,2 % en 2005 contre 4,9 % l'année précédente. Les pays baltes, qui avaient opéré de sévères réformes économiques et mis en place un régime fiscal attrayant, ont réalisé une croissance exceptionnellement forte, dépassant les 7 %.

Le pacte de stabilité et de croissance, tel que mis en place en 1997, n'a pu être respecté par de nombreux pays tels la France, l'Allemagne, l'Italie… Il a été assoupli en 2005 par la prise en compte de « facteurs pertinents », telles les dépenses d'investissement ou les réformes structurelles importantes, pour juger de l'opportunité d'une procédure pour déficit budgétaire excessif.

La croissance de 2,4 % de **l'économie japonaise**, réalisée en 2005, confirme son redressement, achevant ainsi le long processus de restructuration entamé après les crises des marchés financier et immobilier des années quatre-vingt-dix. Le dynamisme de la demande intérieure a fortement contribué à cette reprise, et le chômage a reculé à 4,2 % contre 5,5 % l'année précédente.

En matière de politique monétaire, les Etats-Unis et la zone euro ont resserré leurs conditions de crédit afin de contrecarrer les risques inflationnistes induits notamment par la hausse des prix du pétrole. Aux Etats-Unis, se basant sur la vigueur de l'économie américaine, la FED a procédé à huit relèvements de ses taux directeurs tandis que la BCE, qui n'avait pas modifié ses taux depuis deux ans, les a haussé d'un quart de point.

Au Royaume-Uni, les taux avaient été régulièrement relevés depuis novembre 2003 mais ont été revus à la baisse d'un quart de point en août 2005 en conséquence du ralentissement de la croissance économique britannique, tandis qu'au Japon, les autorités ont annoncé qu'elles pourraient bientôt mettre fin à leur politique monétaire très souple.

La Chine, qui a vu sa production industrielle doubler depuis 1999, est devenue la sixième puissance mondiale et a, de nouveau, enregistré en 2005 un taux de croissance supérieur à 9 % grâce notamment à la vigueur de la demande intérieure favorisée par l'évolution continue du revenu disponible des ménages et à la forte hausse de 24 % des exportations dopées par la reprise de la demande des produits électroniques et surtout par la libéralisation toujours plus large du commerce mondial avec la levée des quotas textiles à destination de l'Europe et des Etats-unis. L'excédent commercial de ce pays a ainsi atteint 85 milliards d'euros en 2005 contre 27 milliards en 2004.

Soumise depuis quelques années à de fortes pressions concernant sa monnaie, la Chine a procédé à la réforme de son régime de change en réévaluant le yuan de 2,1 % par rapport au dollar américain. Les autorités chinoises ont poursuivi au cours de cette année la réforme du système bancaire qui représente une priorité majeure en vue d'augmenter l'efficacité des banques chinoises avant la levée des restrictions à l'activité des banques étrangères en Chine dès janvier 2007.

Au niveau du **commerce international**, la conférence de Hong-Kong de l'OMC a été clôturée sur des accords relativement modestes puisque les subventions agricoles aux exportations, longtemps critiquées par les pays en voie de développement, ne devront être supprimés qu'en 2013. L'Union européenne qui occasionne 90 % de ce type d'aide, a accepté sous la condition du démantèlement parallèle des autres formes de dumping (aides alimentaires, crédits à l'export et entreprises commerciales d'Etat).

Le Continent africain, qui représente 11 % de la population mondiale et 2,8 % des investissements mondiaux, a réalisé une croissance de 5 % en 2005. Ce taux bien qu'inférieur aux 7 % exigés pour entamer le décollage du continent, semble relativement remarquable dans un contexte de forte hausse des prix de l'énergie et sa concrétisation s'est faite grâce à l'arrêt des hostilités dans certaines régions, le début de la reconstruction, la réorientation des dépenses publiques vers la santé et l'éducation, les réformes économiques austères ainsi que la hausse de l'aide internationale.

Dans ce cadre, de nombreuses actions appuyant les efforts que mènent les pays en développement afin de réaliser les « objectifs du millénaire » et d'accéder à de meilleures conditions de vie ont été adoptées en 2005. Parmi ces actions, certaines revêtent une grande importance telles la prochaine annulation par le G8 de la dette multilatérale d'une quarantaine de pays pauvres pour un montant de dettes de 46,6 milliards d'euros et les engagements pris lors du « Sommet mondial pour la société de l'information » de Tunis visant à combler la fracture numérique entre le Nord et le Sud et à utiliser la technologie et ses ressources pour mieux communiquer, échanger les flux de l'information et du savoir et accélérer le rythme du développement par l'amélioration de la productivité, de la croissance et de la compétitivité.

ENVIRONNEMENT NATIONAL

L'économie tunisienne a évolué favorablement, en 2005, mais à un rythme légèrement moins rapide que l'année précédente suite au repli de l'agriculture et à la faiblesse de la demande sur le marché européen. La progression du PIB a atteint 4,2 % en rythme annuel et à prix constants grâce à la bonne tenue du secteur non agricole et à la poursuite de l'expansion du secteur des services en particulier le tourisme, le transport aérien et les communications ainsi que certaines activités manufacturières à l'instar des industries mécaniques et électriques et des industries chimiques.

Plusieurs facteurs exogènes, tels le démantèlement des accords protecteurs multifibres, la pression exercée par le renchérissement des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux et la décélération de la croissance économique mondiale, particulièrement dans les économies de la zone euro qui constituent les principaux partenaires économiques du pays, ont contribué a freiner l'évolution de certaines activités et ont entraîné, sur le plan national, des évolutions sectorielles contrastées.

Dans le secteur de l'agriculture et de la pêche, la production s'est repliée accusant, en 2005, une baisse de la valeur ajoutée de 5 % à prix constants après une progression de 10,1 % en 2004. La production dans le secteur, étant particulièrement tributaire de la production oléicole, qui a très fortement décéléré.

Après la réalisation d'une production d'olive à huile record de 1.400 mille tonnes au titre de la campagne 2003-2004, la production d'olive à huile s'est élevée à 600 mille tonnes durant la campagne oléicole 2004-2005 et la production tunisienne d'huile d'olive est revenue de 280 milles tonnes en 2003-2004 à 130 milles tonnes, accusant une baisse de 53 % par rapport à la campagne précédente.

La production céréalière a atteint 21 millions de quintaux en 2005 contre 23,3 millions de quintaux la campagne précédente, en repli de 9,8 % suite à la diminution de la production dans les régions du centre et du sud.

Hors agriculture et pêche, le taux de croissance du PIB s'est élevé à 5,6 % en 2005 contre 5,5 % en 2004, grâce à la progression des industries non manufacturières et à l'expansion importante de l'activité du secteur des communications.

En revanche, la croissance annuelle du secteur des industries manufacturières a évolué à un rythme inférieur à celui de l'année dernière pour revenir de 5 % à 1,9 % d'une année à l'autre, sous l'effet du recul des industries textiles, cuirs et chaussures (-2,5 %) et de la contraction de celles de l'agro-alimentaire (0,6 %). Les industries manufacturières non agro-alimentaires ont, pour leur part, réalisé une progression de leur valeur ajoutée de 2,5 %.

Au niveau des industries non manufacturières, le taux d'évolution s'est situé à 3,5 % en 2005 contre 4,1 % en 2004 et ce, en dépit de la contraction de la production de certains produits miniers.

Le secteur des services a maintenu sa dynamique de croissance, sa valeur ajoutée a atteint 8,9 % en 2005 contre 8,1 % en 2004 résultant de la vigueur de l'activité du secteur des transports (+6,5 %), des télécommunications (+24 %) et de celle du tourisme (+7,5 %).

En ce qui concerne le secteur touristique, les nuitées globales ont progressé de 10,7 % contre 19,1 % en 2004, s'élevant à 37 065 679 unités et le taux d'occupation annuel des unités hôtelières s'est amélioré pour se situer à 52,3 %. Le nombre des entrées des touristes étrangers a dépassé le seuil de 6 millions de personnes passant de 5 997 929 en 2004 à 6 378 893 en 2005, en augmentation de 6,3 % contre 17,3 % en 2004 suite au ralentissement du flux des européens notamment des allemands et des anglais.

Les recettes en devises générées par l'activité touristique ont progressé de 12 % pour s'élever à 2 563,7 millions de dinars en 2005 contre 2 290 millions de dinars un an plus tôt.

La préservation des équilibres financiers internes et également la poursuite de la maîtrise des grands équilibres externes ont contribué à la consolidation de la position extérieure de la Tunisie et joué un rôle déterminant dans la réalisation des résultats enregistrés.

En matière de commerce extérieur, les exportations de biens ont augmenté, en 2005, a un rythme plus soutenu que celui des importations, soit respectivement 12,9 % et 7,2 % contre 16,6 % et 13,7 % en 2004. Les exportations se sont élevées à 13 608 millions de dinars et les importations à 17 102 millions de dinars contre respectivement de 12 055 millions de dinars et 15 960,3 millions de dinars une année auparavant. La hausse a intéressé l'ensemble des produits et principalement l'énergie.

Ces évolutions ont permis un relèvement du taux de couverture à 79,6 % contre 75,5 % un an plus tôt, soit une amélioration de 4,1 points. Le déficit commercial a baissé de 411,6 millions de dinars ou de 10,5 % pour revenir de 3 905,3 en 2004 à 3 494 millions de dinars en 2005.

Grâce à l'allègement du déficit commercial et à l'amélioration de l'excédent de la balance des services, le déficit de la balance des opérations courantes a été comprimé pour revenir de 691 millions de dinars en 2004 à 466 millions de dinars en 2005 ne dépassant pas 2 % du PIB au titre de l'année 2005 contre 2,1 % en 2004.

Le volume des investissements a atteint un taux de 6,3 % soit 8 410 millions de dinars en 2005, contre 7 913,8 millions de dinars, représentant respectivement 22,6 % du PIB en 2004 et en 2005. La contribution du secteur privé s'est située, pour sa part, à 56,3 % de l'enveloppe globale de l'investissement contre 55,4 % en 2004.

Le taux annuel d'inflation, a baissé par rapport à 2004 pour revenir de 3,6 % à 2 % en 2005, soit son niveau le plus bas depuis 2001 et ce, compte tenu de l'impact de la hausse des prix du pétrole en dépit de l'accroissement sensible des prix de l'huile d'olive.

L'endettement extérieur a été contenu au niveau de 51,7 % du revenu national disponible brut contre 51,8 % en 2004 et le ratio du service de la dette est revenu de 14,1 % à 13,2 % des recettes courantes.

Afin de pouvoir affronter l'échéance de libéralisation des services financiers et de l'ouverture globale, les autorités ont poursuivi leur programme de réformes structurelles tendant à améliorer la compétitivité du système bancaire et financier en vue de l'adapter aux normes internationales et mobiliser davantage d'investissements et de ressources extérieures.

Aussi, une panoplie de mesures a-t-elle été adoptée en 2005 visant notamment la dynamisation du marché financier, l'accroissement des investissements, le renforcement du niveau de la compétitivité des entreprises et la mise à niveau de leurs ressources humaines.

L'ACTIVITE DE LA SOCIETE TUNISIENNE DE BANQUE

Durant l'exercice 2005, la STB a accordé la priorité à la consolidation de ses assises financières en axant son intervention sur l'assainissement du portefeuille accroché, la dynamisation de la fonction du recouvrement et le redressement des ratios de structure et des indicateurs de rentabilité et de productivité.

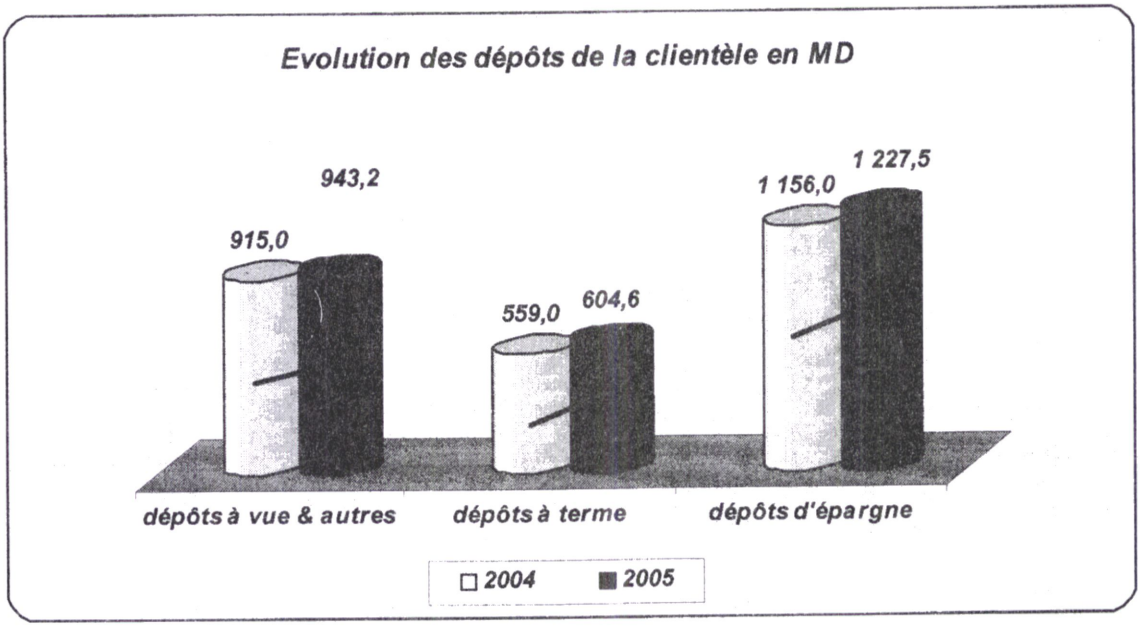
RESSOURCES

Les ressources financières globales ont évolué au taux de 2,6 % et sont passées de 4 287,6 millions de dinars à 4 399,2 millions de dinars entre 2004 et 2005. Cette progression a concerné notamment les ressources de la clientèle qui se sont accrues de 176 millions de dinars ou 5,4 % durant 2005 contre 315,6 millions de dinars ou 10,7 % enregistrés au cours de 2004.

RESSOURCES DE LA CLIENTELE

L'ensemble des ressources collectées auprès de la clientèle s'est élevé, au terme de l'année 2005, à 3 436,8 millions de dinars en progression de 5,4 % par rapport à son niveau arrêté une année auparavant.

Cette évolution a intéressé toutes les rubriques des ressources clientèle et plus particulièrement les dépôts d'épargne.



Durant le même exercice, la Banque a continué à mobiliser d'autres ressources auprès de la clientèle. Il s'agit particulièrement des placement en Bons de Trésor Assimilables qui ont progressé de 60 millions de dinars pour totaliser un encours de 454,1 millions de dinars à fin décembre 2005 . Le volume global des placements en instruments monétaires et financiers s'est inscrit de ce fait à la hausse pour s'établir à 661,6 millions de dinars à fin 2005, soit une progression de 30,7 millions de dinars ou 4,9 % par rapport à son niveau arrêté à fin 2004.

En millions de dinars

RESSOURCES GLOBALES	31-déc-04	31-déc-05	Variations déc-05 / déc-04 Absolue	%
DEPOTS ET AVOIRS DE LA CLIENTELE	2 630,0	2 775,3	145,3	5,5
Dépôts à vue	848,8	874,8	26,0	3,1
Dépôts à terme	559,0	604,6	45,6	8,2
Dépôts d'épargne	1 156,0	1 227,5	71,5	6,2
Autres sommes dues à la clientèle	66,2	68,4	2,2	3,3
INSTRUMENTS MONETAIRES & FINANCIERS	630,9	661,6	30,7	4,9
TOTAL	3 260,8	3 436,8	176,0	5,4

ACTIVITE DE TRESORERIE

La situation globale de la Trésorerie en dinars de la Banque s'est repliée de 30,7 millions de dinars ou 11,6 % pour être ramenée de 264,4 millions de dinars à fin décembre 2004 à 233,7 millions de dinars à fin décembre 2005 et ce, suite notamment à la régression du portefeuille Bons du Trésor (-96,7 millions de dinars).

La situation nette de la Trésorerie, s'est sensiblement améliorée sous l'effet d'une évolution des ressources stables à un rythme légèrement supérieur à celui des emplois, ayant permis à la Banque d'accroître son volume de prêts sur le Marché Monétaire de 46,4 millions de dinars par rapport à son niveau à fin décembre 2004 pour le porter ainsi à 164,4 millions de dinars. Quant au solde de la Banque auprès de la BCT, il s'est établi à 19,5 millions de dinars contre 0,7 millions de dinars en 2004, soit une évolution de 18,8 millions de dinars.

En millions de dinars	déc-04	déc-05	Variations déc-05 / déc-04 En MD	En %
Situation nette de Trésorerie	117,8	183,9	66,0	56,0
(+)Solde à la B.C.T	0,7	19,5	18,8	
(+) Prêts sur le Marché Monétaire	118,0	164,4	46,4	39,3
(-) Emprunts interbancaires	0,8	0,0	-0,8	-100,0
(-) Refinancement net auprès de la B.C.T	0,0	0,0	0,0	
Portefeuille bons du Trésor	146,6	49,8	-96,7	-66,0
Situation globale de la Trésorerie	264,4	233,7	-30,7	-11,6

RESSOURCES PERMANENTES

Les ressources permanentes de la banque se sont établies à fin décembre 2005 à 1 179,9 millions de dinars accusant ainsi une régression de 67,6 millions de dinars ou 5,4 % par rapport à son niveau de fin décembre 2004, soit 1 247,5 millions de dinars induite en majeur partie par le repli des ressources spéciales de 72,5 millions de dinars.

Capitaux Propres

Au 31 décembre 2005, les capitaux propres de la Banque se sont établis à 427,8 millions de dinars contre 422,9 millions de dinars à fin décembre 2004. Cette progression est imputable essentiellement à l'affectation des bénéfices des exercices 2004 et 2005 d'une part, et du transfert d'un montant de 30 millions de dinars de la prime de fusion pour la couverture des risques.

Ressources à moyen et long termes

Les ressources spéciales ont poursuivi leur mouvement baissier en revenant de 824,6 millions de dinars à fin décembre 2004 à 752,1 millions de dinars au terme de l'exercice 2005 marquant ainsi une régression de 72,5 millions de dinars ou 8,8 % et ce, suite au remboursement d'annuités en principal sur les lignes de crédits extérieurs qui a été atténuée par la reconstitution partielle d'un emprunt pris en charge par l'Etat, avec clause de retour à meilleure fortune.

EMPLOIS

Au cours de l'exercice 2005, la banque a continué à assumer pleinement son rôle en tant que structure d'appui et d'accompagnement des entreprises et a su s'adapter au exigences du marché pour développer son activité et maîtriser ses risques.

CONCOURS A L'ECONOMIE

Les concours nets à l'économie ont totalisé 3 526,1 millions de dinars, en progression de 2,6 % contre 6,5 % observée en 2004.

Cette décélération est imputable à la baisse des engagements bruts consécutive à la cession d'un lot de créances contentieuses pour un montant de 300 millions de dinars au profit de la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances. En dehors de cette opération de cession, les concours bruts à l'économie auraient évolué à un taux de 8,4 %, un rythme supérieur à celui enregistré à fin 2004 (6,6 %).

L'enveloppe additionnelle accordée au cours de 2005 a profité beaucoup plus aux crédits de gestion, à forte valeur ajoutée et à faible risque, avec une part de 80 % contre 20 % seulement pour les crédits d'investissement. Cette tendance témoigne de la volonté de la Banque d'assurer une gestion maîtrisée de ses risques et de garantir en corollaire le meilleur ratio possible « Risque /Rentabilité ».

Ainsi, les crédits courants de fonctionnement ont augmenté en terme bruts de 14,5 % pour atteindre un encours de 1 373,6 millions de dinars contre 1 199,5 millions de dinars à fin 2004. Cette évolution provient à hauteur de 24,7 millions de dinars ou 5,3 % des engagements en comptes courants débiteurs et 149,4 millions de dinars ou 20,5 % des crédits mobilisables à court terme observés principalement au niveau de l'escompte commercial (21,8 millions de dinars) et des crédits aux particuliers (90,6 millions de dinars) qui ont totalisé un encours de 311,2 millions de dinars accaparant ainsi à eux seuls plus du 1/3 des crédits à court terme .

Quant aux crédits d'investissement nets, leur encours a accusé, au terme de la période d'analyse, une baisse de 7,5 % pour s'établir à 1 845,4 millions de dinars contre 1 996 millions de dinars à fin 2004. la régression constatée résulte des évolutions différenciées des crédits sur ressources ordinaires (+108,5 millions de dinars) et des crédits sur ressources spéciales (-259,1 millions de dinars).

Cette décroissance est imputable en grande partie à la cession de certains engagements douteux au profit de la Société Tunisienne de Recouvrement des Créances pour un montant global de 245,3 millions de dinars et au reclassement au niveau des crédits sur ressources ordinaires de certaines créances compromises accordées initialement sur les ressources spéciales au profit essentiellement du secteur touristique et ayant fait l'objet de consolidation, d'arrangement ou de rééchelonnement.

Le portefeuille titres net de provisions de la Banque a enregistré une régression de 19 millions de dinars ou 9,3 % pour se situer à 184,9 millions de dinars à fin décembre 2005.

En millions de dinars	31-déc-04	31-déc-05	Variations	
			En MD	En %
Crédits de Gestion Brut	**1 199,5**	**1 373,7**	**174,1**	**14,5**
Comptes Courants Débiteurs	469,9	494,5	24,7	5,3
Crédits à Court Terme	729,7	879,1	149,4	20,5
Total provisions & agios réservés	110,3	92,1	-18,2	-16,5
Crédits de Gestion Net	**1 089,2**	**1 281,5**	**192,3**	**17,7**
Crédits d'Investissement	**2 563,1**	**2 348,5**	**-214,6**	**-8,4**
Sur ressources ordinaires	1 621,4	1 805,8	184,4	11,4
Sur ressources spéciales	941,7	542,8	-398,9	-42,4
Total provisions & agios réservés	567,1	503,2	-63,9	-11,3
Crédits d'investissement Net	**1 996,0**	**1 845,4**	**-150,6**	**-7,5**
Comptes courants associés	**94,6**	**193,6**	**99,0**	**104,7**
Autres Crédits à la clientèle	**23,8**	**6,4**	**-17,4**	**-73,0**
Crédits à la clientèle	3 203.6	3 326.9	123.3	3.8
Portefeuille Titres	**203,9**	**184,9**	**-19,0**	**-9,3**
Billets de trésorerie	**28,2**	**14,3**	**-13,9**	**-49,3**
Concours à l'économie	3 435.7	3 526.1	90.4	2.6

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Les engagements par signature en faveur de la clientèle se sont établis à 600,6 millions de dinars contre 564,7 millions de dinars à fin décembre 2004. l'enveloppe additionnelle ainsi constatée trouve son origine principalement dans ce qui suit :

- la progression de l'encours des crédits documentaires de 35,5 millions de dinars ;
- l'augmentation de l'encours des cautions et avals de 6,4 millions de dinars ;
- la baisse des engagements sur billets de trésorerie de 6 millions de dinars.

DISTRIBUTION DU CREDIT

Crédits aux particuliers

Durant l'exercice 2005, les crédits accordés aux particuliers ont atteint une enveloppe de 250,3 millions de dinars, en progression de 17 millions de dinars ou 7,3 % par rapport à l'année 2004.

L'accroissement enregistré résulte des crédits directs qui se sont élevés à 208, 9 millions de dinars représentant de ce fait plus de 80 % des crédits aux particuliers.

Quant aux crédits standing et crédits auto ils se sont maintenus à un niveau assez proche de celui enregistré au terme de l'exercice précédent.

En millions de dinars	31-déc-04	Part	31-déc-05	Part	Variations	
					En MD	En %
Crédits directs	192,2	82,4%	208,9	83,5%	16,6	8,7
Crédits standing	26,8	11,5%	27,1	10,8%	0,3	1,1
Crédits auto	8,0	3,4%	8,8	3,5%	0,8	10,4
Autres	6,3	2,7%	5,5	2,2%	-0,8	-12,9
Crédits aux particuliers	233,3	100,0%	250,3	100,0%	17,0	7,3

Financement de l'investissement

Durant l'année 2005, Les approbations de financement des projets d'investissements, hors consolidation, ont totalisé 269,5 millions de dinars contre 392,6 millions de dinars pour l'exercice écoulé, soit une baisse de 123,1 millions de dinars ou 31,3 %.

Cette situation corrobore la volonté de la Banque de concentrer ses interventions uniquement sur les projets répondant aux exigences en matière de rentabilité et de risques. Ainsi, la part de la Banque dans le financement de l'investissement de l'économie s'est rétractée de 10,2 points de pourcentage pour s'établir à 13,7 % contre 23,9 % une année auparavant.

Par ailleurs, la baisse observée durant 2005 a concerné, mais à des degrés différents, tous les secteurs d'activité et plus particulièrement l'industrie (-78,9 millions de dinars) qui continue, néanmoins, à occuper la première place avec une part de 46,6 %. Le secteur du tourisme a aussi affiché une régression de 29,1 millions de dinars et se positionne en troisième rang juste après le secteur des services dont la part s'est appréciée de 6,5 points de pourcentage pour s'établir à 27,4 %.

(en millions de dinars)

En millions de dinars	Approbations					
	31-déc-04		31-déc-05		variation	
	En MD	Part en %	En MD	Part en %	En MD	%
Industrie	204,4	52,1	**125,5**	**46,6**	**-78,9**	**-38,6**
Agriculture	7,4	1,9	**3,9**	**1,4**	**-3,5**	**-47,7**
Tourisme	71,6	18,2	**42,6**	**15,8**	**-29,1**	**-40,6**
Immobilier	27,1	6,9	**23,6**	**8,8**	**-3,5**	**-12,8**
Services	82,1	20,9	**73,9**	**27,4**	**-8,1**	**-9,9**
Total financement de l'investissement	392,6	100,0	269,5	100,0	-123,1	-31,3

Les décaissements ont atteint un volume de 167,7 millions de dinars contre 216,3 millions de dinars à fin 2004 soit seulement 10 % du total des décaissements du secteur bancaire contre 15,6 % en 2004.

La répartition des décaissements par secteur d'activité à été marquée par la montée de la part du secteur de l'immobilier qui s'est positionné au premier rang avec 29,4 % contre 20,8 % en 2004 .

Le secteur de l'industrie vient en deuxième position avec une part de 28 %. Quant au secteur du tourisme, il a été relégué à la troisième place avec une part de 22,2 % contre 34 ,9 % en 2004.

En millions de dinars	31-déc-04		Décaissement 31-déc-05		variation	
	En MD	Part en %	En MD	Part en %	En MD	%
Industrie	50,9	23,6%	47,0	28,0%	-3,9	-7,7
Agriculture	1,9	0,9%	0,9	0,5%	-1,0	-51,2
Tourisme	75,4	34,9%	37,2	22,2%	-38,2	-50,6
Immobilier	45,0	20,8%	49,4	29,4%	4,3	9,6
Services	43,0	19,9%	33,2	19,8%	-9,8	-22,8
Total financement de l'investissement	216,3	100,0%	167,7	100,0%	-48,5	-22,4

TITRES ET PARTICIPATIONS

La réforme du marché financier visant plus d'efficience dans la mobilisation de l'épargne longue et le financement de l'investissement s'est poursuivie en 2005 avec l'adoption d'un ensemble de mesures permettant d'assouplir les procédures d'introduction des sociétés en bourse et la diversification des produits de l'épargne. Elles ont concerné notamment l'amendement du règlement général de la BVMT et du CMF et la création de fonds communs de placement à risque.

Le dynamisme du marché financier enregistré depuis l'année 2003 s'est poursuivi avec encore plus de vigueur en 2005. Le volume des transactions a atteint 1 660 millions de dinars, en hausse de 141 % par rapport à l'année 2004.

Les indices boursiers ont aussi connu une nette progression de 21,3 % pour le Tunindex et de 17,2 % pour le BVMT contre respectivement 6,5 % et 3,7 % l'année précédente.

Le marché a enregistré au cours de l'année 2005 une meilleure rotation des titres et du taux de liquidité qui ont atteint respectivement 18,3 % et 55 % contre 10,3 % et 38 % en 2004.

La capitalisation boursière globale s'est chiffrée à 3 840 millions de dinars au cours de l'année sous revue, soit une évolution de 24,5 %. Au niveau de la répartition sectorielle des capitaux traités, 35 % des échanges ont concerné le secteur bancaire, suivi de celui des transports (21 %) et de l'industrie (20 %).

Au cours de cette année, et grâce aux encouragements instaurés, le volume des investissements étrangers en portefeuille s'est largement accru avec un solde (acquisitions – cessions) positif de 191 millions de dinars en 2005 contre 52 millions de dinars en 2004.

Concernant la valeur STB, sa capitalisation boursière a atteint 124,3 millions de dinars. Par ailleurs, 810 689 titres STB ont été échangés en 2005, plaçant ainsi cette valeur au 4ème rang du secteur bancaire.

Parallèlement à l'expansion de l'activité sur le marché boursier, le volume des transactions réalisées dans le cadre de l'activité titres et bourse de la STB a progressé de 152,6 %, passant à 49,3 millions de dinars. Cette activité a évolué de 135,4 % et 281,9 % respectivement sur les marchés permanent et occasionnel.

Au niveau du marché des OPCVM, une SICAV obligataire et trois FCP ont été créés en 2005.

L'actif géré par l'ensemble des OPCVM s'est accru de 17,7 % en 2005. Suite à la reprise du marché boursier, les sociétés mixtes ont connu une hausse de 66,9 % contre 15,4 % pour les sociétés obligataires.

La rentabilité des SICAV obligataires a enregistré un léger recul et s'est établie à 4,15 % contre 4,36 % en 2004. Celle des SICAV mixtes a fléchi de 1,04 %, atteignant 5,44 % à fin 2005.

Le portefeuille titres STB, net des participations non libérées, s'est élevé à 289,3 millions de dinars en 2005, en légère augmentation de 0,6 % par rapport à l'année 2004.

Il se répartit en :

- Titres de participations : 115,6 millions de dinars
- Parts dans les entreprises associées et co-entreprises : 51,3 millions de dinars
- Parts dans les entreprises liées : 97,9 millions de dinars
- Participations en rétrocession : 23,9 millions de dinars

Net des participations non libérées et des provisions, le portefeuille titres s'est élevé à 184,9 millions de dinars contre 203,9 millions de dinars en 2004, soit une baisse de 9,3 %.

ACTIVITE INTERNATIONALE

L'activité internationale de la Banque s'est raffermie au cours de 2005 grâce à la dynamisation du marketing international, la consolidation et l'extension du réseau de correspondants ainsi que l'intensification de l'activité d'Assistance-Conseil.

Règlements bancaires avec l'étranger

Les règlements de la Banque avec l'étranger se sont accrus de 4,8 % contre une baisse de 0,1 % en 2004.

Ainsi, les opérations d'import/export confiées à la Banque ont enregistré respectivement un accroissement de 13 % et 26,5 % contre 7,1 % et 21 % au terme de l'exercice précédent.

Quant aux opérations de transfert traitées par la Banque, elles ont évolué au taux de 2,9 % avec un chiffre d'affaires de 14 247,6 millions de dinars.

(en millions de dinars)

REGLEMENTS AVEC L'ETRANGER	2004	2005	VARIATION Absolue	VARIATION %
Importations	1 230,8	1 391,4	160,6	13,0
Exportations	734,4	929,3	194,9	26,5
Transferts (opérations non commerciales)	13 841,2	14 247,6	406,4	2,9
TOTAL	**15 806,4**	**16 568,3**	**761,9**	**4,8**

Salle de change et marché monétaire en devises

Au terme de l'année 2005, les transactions effectuées par la salle des marchés en devises ont atteint un volume de 6 058,4 millions de dinars contre 5 677,5 millions de dinars en 2004, soit une hausse de 380,9 millions de dinars ou 6,7 %.

Les dépôts à vue et à terme en devises et en dinars convertibles ont atteint l'équivalent de 315,2 millions de dinars en 2005, en hausse de 1,9 %.

Par contre, les emplois ont totalisé un encours de 203,5 millions de dinars, soit une baisse de 13 %.

Relations internationales

L'activité internationale de la Banque a été axée, au cours de l'année 2005, sur l'amélioration de la qualité des services, la diversification des produits, le développement des affaires internationales et l'augmentation des parts de marché.

Près de 128 visites ont été rendues par les représentants de banques étrangères et ont contribué à la mise en place de deux nouvelles conventions de transfert de masse et une convention de Cash-letter Services.

L'extension et la consolidation du réseau de correspondants se sont concrétisées par l'entrée en relation avec neuf nouvelles banques étrangères de Norvège, de Grèce, d'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes-Unis, de la Mauritanie et de la Libye.

Par ailleurs, la Banque a continué à suivre et à assister les entreprises internationales adjudicataires d'appels d'offres internationaux.

MODERNISATION DE LA BANQUE

Le programme de modernisation des outils de gestion de la Banque visant une productivité accrue, un service client amélioré et un contrôle plus rigoureux des opérations s'est traduit en 2005 par la concrétisation de plusieurs actions telles que la centralisation quotidienne des opérations du portefeuille, l'informatisation des activités du bancaire étranger, l'amélioration de la gestion du portefeuille ainsi que la refonte de l'application de gestion des impayés au niveau des agences. De même, il a été procédé à la rénovation de 50 % du parc micro-informatique.

La modernisation du réseau de transmission de données s'est également poursuivie pour satisfaire les exigences d'accroissement sensible des échanges électroniques d'informations entre le siège et les autres sites avec la refonte du câblage informatique des réseaux locaux et la généralisation de l'utilisation des lignes de transmission à haut débit.

Par ailleurs, certains projets structurels ont été engagés en 2005 et se poursuivront en 2006. Il s'agit notamment de l'informatisation des activités du contentieux et du juridique, la refonte du noyau du système d'information dans le cadre du groupement d'intérêt bancaire de la STB avec la BNA et la BH ainsi que la sécurisation de l'alimentation électrique des équipements informatiques et des GAB.

RESEAU D'EXPLOITATION

En 2005 et dans le cadre de la poursuite de sa mise à niveau, le réseau d'exploitation de la Banque a fait l'objet d'une vaste opération de rénovation et d'amélioration de ses équipements et de ses espaces de vente. Ainsi, il a été procédé à l'aménagement, au transfert et à l'extension d'un certain nombre d'agences ayant présenté des signes de saturation ou de vétusté. Par ailleurs, le réseau a été renforcé en 2005 par l'ouverture et le démarrage de l'agence Menzel Kamel.

La réalisation de ces actions ajoutée à l'élargissement des horaires d'ouverture des agences s'est traduit en 2005, par une amélioration de l'activité commerciale.

En perspective de développement du réseau de la Banque, il est prévu une réorganisation et un renforcement des structures régionales par une décentralisation et une délocalisation progressive de certaines fonctions assurées par le siège ainsi que la poursuite de la refonte du système d'information et la généralisation de l'opération « guichet multi-tâches » entamée à la fin de l'année 2005.

MONETIQUE, TELEMATIQUE & BANQUE DIRECTE

L'activité monétique a connu une évolution appréciable en 2005, générant un volume d'affaires de 262,3 millions de dinars contre 202,3 millions de dinars en 2004, en augmentation de 29,7 %. Le réseau de paiement électronique de la Banque s'est consolidé en 2005 par l'installation de 2 GAB(s) l'un à Tabarka et l'autre à l'aéroport de Djerba portant ainsi le nombre de GAB(s) à 53. Le nombre de TPE installés auprès de nos affiliés s'est quant à lui élevé à 750 unités.

Dans le cadre de l'élargissement de la gamme des produits et services offerts et afin de s'adapter aux mutations des besoins de la clientèle, la Banque a développé et dynamisé les produits liés à la télématique et à la Banque directe.

Un nouveau service « CLICTOPAY » a démarré en 2005, permettant au client de régler les factures STEG, SONEDE, TELECOM... via Internet au moyen de sa carte bancaire. Par ailleurs, le nombre d'adhésion au serveur vocal STB ON LINE ainsi que la connexion au réseau « STB NET » se sont accrus remarquablement au cours de 2005.

Veillant toujours à l'amélioration de la qualité de ses prestations, la Banque a entamé, au cours de cette année, la refonte de son site WEB et Extranet (STB NET).

MARKETING, COMMUNICATION ET QUALITE

L'année 2005 a été marquée par une dynamique de la politique commerciale et marketing avec l'organisation de plusieurs actions de démarchage ayant pour objectif de soutenir le rythme de développement du portefeuille clientèle.

Afin de renforcer les relations de la Banque avec les entreprises et les institutions nationales et d'encourager les crédits à la consommation, la STB a signé en 2005 de nouvelles conventions de crédits en faveur de leurs personnels.

La Banque a, par ailleurs, poursuivi sa politique de diversification et d'adaptation de la gamme de ses produits et services aux attentes de la clientèle. L'année 2005 a enregistré le lancement d'Express Money, un nouveau produit permettant le transfert instantané d'argent de l'étranger. Une convention a été également signée avec Master Card pour le lancement de la carte Gold destinée à une clientèle privilégiée.

La Banque a renforcé sa présence médiatique a travers sa participation aux principales manifestations économiques et culturelles du pays. Elle était présente en tant que partenaire principal au Sommet mondial sur la société de l'information qui s'est déroulé à Tunis du 16 au 18 Novembre 2005, a sponsorisé un grand nombre d'autres manifestations et a mené plusieurs campagnes de promotion de ses produits à travers les différents supports de commercialisation.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET ACTIVITES SOCIALES

L'effectif de la Banque est revenu à 2.619 employés au terme de l'année 2005, en diminution de 81 personnes par rapport à 2004, suite notamment aux départs volontaires à la retraite.

La STB a continué, en 2005, à mener une politique de ressources humaines privilégiant le professionnalisme du personnel, en adéquation avec les attentes de la clientèle et l'émergence de nouveaux types de métiers.

Ainsi, de nombreuses actions de formation ont été définies et organisées par le centre de formation intégré de la Banque, pour assurer une meilleure adéquation profil-emploi, prenant en compte les évolutions prévisibles des métiers.

Les principales actions de formation réalisées à fin décembre 2005 ont bénéficié à 1.619 participants et ont concerné en particulier les nouveaux produits et les nouvelles techniques bancaires.

Par ailleurs, 7 cadres ont bénéficié de stages de formation et séminaires à l'étranger, 20 employés ont été inscrits au centre professionnel de formation bancaire et 29 cadres à l'Institut Technique de la Banque.

Par ailleurs et dans le cadre de l'ouverture de la Banque a son environnement, près de 430 stagiaires universitaires et professionnels ont été accueillis en 2005.

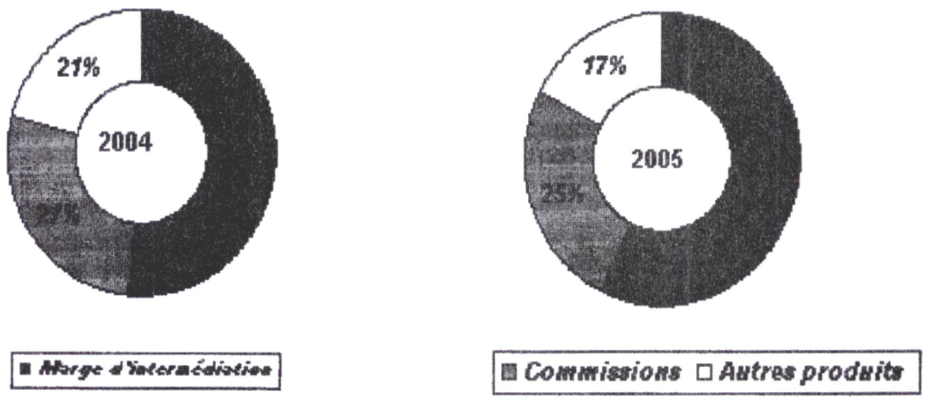
Sur le plan social, plusieurs actions ont été menées pour l'amélioration des prestations au profit du personnel, touchant les domaines du logement, de la retraite, de la santé…

RESULTATS

Produit Net Bancaire

A fin décembre 2005, le Produit Net Bancaire a remarquablement progressé de 19,4 millions de dinars ou 15,6 % pour s'établir à 143,6 millions de dinars contre 124,2 millions de dinars à fin décembre 2004 et ce, sous l'effet de l'accroissement des produits d'exploitation bancaire à un rythme nettement plus prononcé que celui des charges d'exploitation bancaire, soit respectivement (+28,0 millions de dinars ou 11,1 % et +8,6 millions de dinars ou 6,8 %).

Evolution de la structure du P.N.B



Charges de Gestion

Les charges de gestion ont peu évolué et se sont établies à 88,5 millions de dinars, soit un niveau quasiment identique à celui enregistré à fin 2004.

Cette stagnation est imputable au repli constaté au niveau des charges du personnel de 1,1 millions de dinars conjugué à une faible évolution des charges générales d'exploitation (+0,8 millions de dinars ou 4,8 %).

Résultat d'exploitation

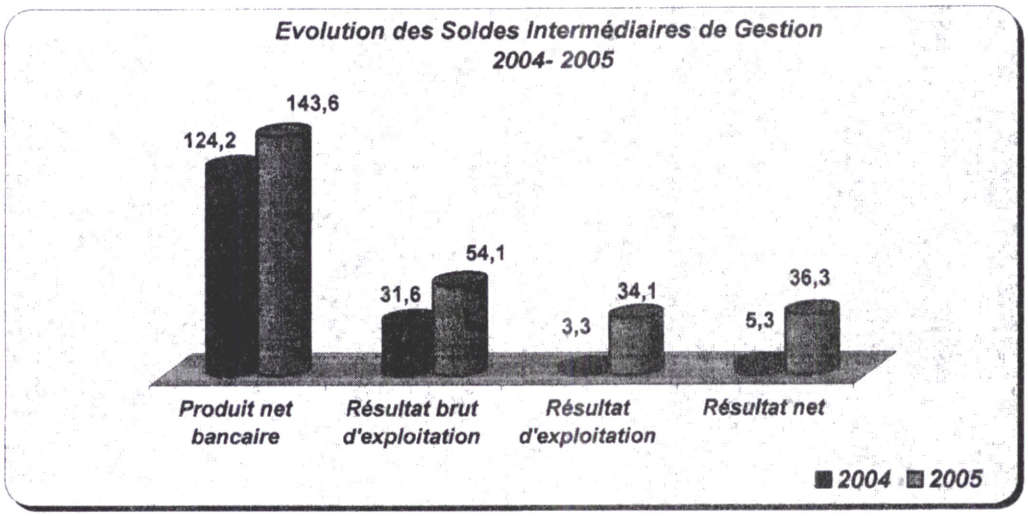
Le Résultat d'Exploitation s'est inscrit en hausse, passant de 3,3 millions de dinars à fin décembre 2004 à 34,1 millions de dinars à fin décembre 2005.

L'appréciation de cet agrégat est attribuée, d'une part à l'affermissement du produit net bancaire et d'autre part à la constatation d'une plus value nette sur la cession de certains éléments d'actifs pour un montant de 26,9 millions de dinars.

Par ailleurs, et compte non tenu de la réalisation de ces plus values, la Banque a pu allouer une charge de risque nette de 46,9 millions de dinars à fin décembre 2005 contre 29,7 millions de dinars une année auparavant.

Résultat Net

Le résultat Net a enregistré une hausse de 31 millions de dinars pour se situer à 36,3 millions de dinars à fin décembre 2005.



(en millions de dinars)

En millions de dinars, au 31 décembre	2004	2005
Intérêts et revenus assimilés	*188,7*	*215,7*
Intérêts encourus & charges assimileés	*(125,0)*	*(133,3)*
Marge d'intermédiation	***63,8***	***82,4***
Commissions (y compris autres intérêts et revenus assimilés)	*36,3*	*38,7*
Commissions encourues	*(2,2)*	*(2,5)*
Autres intérêts et revenus assimilés	*10,9*	*11,4*
Gains / opérations de change	*6,9*	*7,1*
perte / portefeuille titre commercial & op. financières	*0,0*	*0,0*
Revenus du portefeuille titre d 'investissement	*8,7*	*6,7*
Autres intérêts et charges	*(0,1)*	*(0,1)*
Produit net bancaire	***124,2***	***143,6***
Frais de gestion	*(88,8)*	*(88,5)*
Autres produits d'exploitation	*1,8*	*4,0*
Dotations aux amori. & aux prov. / immobilisations	*(5,6)*	*(5,0)*
Résultat brut d'exploitation	***31,6***	***54,1***
Coût du risque	*(29,7)*	*(46,9)*
Plus value nette sur titres de participations	*1,4*	*26,9*
Résultat d'exploitation	***3,3***	***34,1***
Solde en gain \ perte sur autres éléments ordinaires	*2,7*	*3,1*
Impôts sur les sociétés	*(0,6)*	*(0,9)*
Résultat net	***5,3***	***36,3***

EVOLUTION PREVISIONNELLE DE L'ACTIVITE

Durant l'exercice 2005, la STB a accordé une priorité absolue à la consolidation de ses assises financières en axant son intervention sur l'assainissement du portefeuille accroché, la dynamisation de la fonction de recouvrement et le redressement des ratios de structure et des indicateurs de rentabilité et de productivité.

Parallèlement, la Banque a continué à assurer une gestion sélective de ses risques en réservant l'essentiel de ses financements aux projets à forte valeur ajoutée et à faible risque ; l'objectif étant de garantir un meilleur ratio « Risque/Rentabilité ».

En matière de collecte des ressources de la clientèle, la Banque s'est attelée à réguler l'accroissement des ressources onéreuses – principalement sous forme de dépôts à terme - qui ont enregistré un accroissement sensible au début du deuxième semestre 2004 – en vue d'assurer un coût compétitif de ses ressources.

Le Produit Net Bancaire a remarquablement progressé de 15,6 % et ce, sous l'effet de l'accroissement des produits d'exploitation bancaire à un rythme nettement plus prononcé que celui des charges d'exploitation bancaire. Il s'en est suivi un accroissement sensible du résultat de 31 %.

En corollaire à l'amélioration notable des différents soldes intermédiaires de gestion, les indicateurs de rentabilité et de productivité de la Banque se sont nettement redressés.

Courant 2006, l'évolution des indicateurs d'activité et de rentabilité de la Banque devrait se consolider avec la poursuite de la reprise de l'activité économique entamée en 2005 et la concrétisation de sa stratégie qui s'inscrit dans la continuité de ses objectifs de croissance, axée principalement autour de :

- la maîtrise des engagements et des risques y afférents reposant sur une politique sélective et rigoureuse de gestion de crédit ciblant des créneaux porteurs et à forte valeur ajoutée économique tout en veillant au développement de la fonction de recouvrement ;
- l'adéquation entre engagements et ressources de financement pour éviter tout risque de transformation ou de taux ;
- l'amélioration de la qualité des services rendus à la clientèle et l'enrichissement de la gamme des produits et services par le lancement d'opérations de promotion, en relation avec les nouveaux besoins de la clientèle ;
- la finalisation du programme de mise à niveau du réseau d'exploitation qui est à ses dernières phases de réalisation ;
- la concrétisation du programme de modernisation du système d'information et de gestion ;
- l'affermissement de la rentabilité de la banque et la réalisation de l'objectif fondamental visant à assurer une croissance régulière et satisfaisante du Produit Net Bancaire et du résultat net et ce, en rapport avec les attentes des actionnaires ;

En matière d'**engagements** la Banque oeuvrera à consolider son rôle de financement de l'activité économique globale du pays en soutenant davantage les affaires jugées rentables et d'intérêt national dans les secteurs des nouvelles technologies de l'information et de la communication, du textile, de l'agro-alimentaire et des industries chimiques, électriques et électro-mécaniques.

Cette politique qui sera du reste, étayée par l'application stricte des critères d'octroi des crédits et par la consolidation du système instauré pour le suivi systématique des échéances, se traduira par le développement des concours à l'économie à un taux de 7 % .

En matière de **mobilisation des ressources**, la Banque oeuvrera encore plus à s'imposer, au niveau du secteur, en continuant à lever les sources de financement les plus adéquates aussi bien sur les lignes de crédits déjà identifiées qu'auprès d'autres bailleurs de fonds ou encore sur le marché international d'une part et en drainant les dépôts traditionnels auprès de la clientèle d'autre part, de manière à atteindre un taux de croissance variant entre 7 % et 8 %.

Par ailleurs, le **recouvrement** continuera à occuper une place de choix dans la stratégie de la Banque par le développement des actions y afférentes. La fonction de recouvrement continuera à être appréhendée comme étant une fonction primordiale et sera perçue, à ce titre, comme un processus de développement commercial par l'adoption de démarches marketing similaires à celles appliquées au développement commercial.

Sur un autre plan, la STB fera de la **consolidation de son assise financière et prudentielle** une préoccupation majeure pour assurer le développement de son activité et atteindre un niveau de performance à même de lui garantir sa pérennité dans un environnement de plus en plus concurrentiel.

A ce titre, La Société Tunisienne de banque, table sur une progression de son produit Net Bancaire de l'ordre de 10 %. En continuant à maîtriser l'évolution des charges opératoires et en l'absence d'évènements négatifs sur la place financière locale, nécessitant un besoin de provisionnement important, le résultat net attendu au terme de l'exercice 2006, pourrait enregistrer une évolution de l'ordre de 8 %, la mise à niveau continuelle des ressources humaines et la consolidation de la formation au nouveaux métiers de banque aidant.